



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Israël et territoires palestiniens
Question au Gouvernement n° 4543

Texte de la question

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

M. le président. La parole est à M. Meyer Habib, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Meyer Habib. Monsieur le ministre des affaires étrangères et du développement international, dimanche s'est tenue à Paris une conférence internationale dite « de paix » sur le Proche-Orient. On aurait pu imaginer que l'urgence d'une telle conférence fût d'éradiquer l'État islamique, responsable de 250 morts dans notre pays – évidemment non ! On aurait pu espérer que l'urgence d'une telle conférence fût de mettre fin au calvaire du peuple syrien, après 500 000 morts – évidemment non ! On aurait pu rêver que l'urgence fût le sauvetage des chrétiens d'Orient et des yézidis – non et encore non !

Soixante-dix pays, dont une majorité de dictatures, animés par une obsession : instruire le procès d'Israël, unique démocratie de la région, en première ligne contre le djihadisme ! Mais quel crédit votre gouvernement peut-il avoir après l'abstention honteuse à l'UNESCO sur une résolution islamisant le Mont du Temple et le Mur occidental à Jérusalem ? Après la mise en œuvre d'un étiquetage et d'un boycott de produits israéliens ? On ne peut être juge et partie !

M. Philippe Baumel. C'est de vous que vous parlez !

M. Meyer Habib. Résultat : un sommet insipide sur le conflit israélo-palestinien, sans les Israéliens et sans les Palestiniens ! Est-ce bien sérieux, à trois mois de l'élection présidentielle ?

Monsieur le ministre, changez votre logiciel ! La gauche n'a qu'un seul mot à la bouche : la « colonisation », qui serait la cause de tous les maux. Vous renvoyez dos à dos terrorisme et implantations ! Mais quelle colonisation y a-t-il à Paris, à Nice, à Berlin ou à Istanbul ? Oui, cela vous dérange, mais c'est le même terrorisme islamiste !

Nous rêvons tous d'une paix juste au Proche-Orient. Un accord de paix ne peut résulter que de négociations directes, conditionnées par l'arrêt total du terrorisme, des concessions réciproques et l'acceptation préalable d'Israël comme État juif !

Monsieur le ministre, quelles que soient les concessions, jamais un juif ne sera un colon à Jérusalem, jamais un juif ne sera un colon en Judée ! Jamais ! Alors que votre majorité agonise, pourquoi cette conférence intempestive ? Je crains que cela ne soit, hélas, une tentative de récupération de l'électorat islamo-gauchiste, au risque d'importer un peu plus le conflit sur notre sol. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants. - Huées sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international. « Futile », « imposture », « conférence de la honte », « procès Dreyfus moderne » : que n'ai-je entendu ces derniers jours ? Vous-même, monsieur le député, vous vous êtes montré aujourd'hui particulièrement modéré comparativement à ce que vous avez écrit sur votre propre blog ! Mais de quoi parlons-nous exactement ? L'excès n'a jamais été récompensé, vous le savez bien, sur un sujet aussi difficile à traiter, sur une question aussi grave, qui dure depuis soixante-dix ans !

Nous avons tenu dimanche une Conférence de la paix, où étaient représentés soixante-dix pays,...

M. Éric Ciotti. Sauf Israël !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. ...les Nations unies, l'Union européenne et la Ligue arabe. Une déclaration a été adoptée par tous les participants, avec un seul objectif : permettre aux parties israélienne et palestinienne de reprendre enfin le nécessaire processus de négociation pour aboutir à un accord, c'est-à-dire la perspective de deux États, Israël et Palestine, vivant en paix et en sécurité, permettant la prospérité dans toute cette région.

Qu'avons-nous fait pour la paix ? Nous nous sommes réunis parce que nous refusons le *statu quo*, nous refusons la démission : nous voulons la paix et rien d'autre !

M. Claude Goasguen. Vous avez réveillé la guerre !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. Voilà ce que nous avons dit aux Israéliens ! Ils ont décidé de ne pas venir, ils ont condamné : c'est leur responsabilité – je parle du gouvernement israélien. J'ai vu également que le Hamas considérait cette conférence comme absurde.

Au fond, le chemin étroit que nous avons emprunté était peut-être le bon. Nous ne désespérons pas ! La France ne renoncera pas. Elle est amie d'Israël, vous le savez depuis longtemps.

M. Meyer Habib. Il faut le prouver !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. Mais elle veut aussi la paix avec les Palestiniens, elle veut la paix au Proche-Orient, tout comme elle veut la paix au Moyen-Orient.

M. Claude Goasguen. Alors trouvez-la, cette paix !

M. Jean-Marc Ayrault, ministre. Vous la trouverez en première ligne pour lutter contre le terrorisme et pour se mobiliser pour la paix et la justice ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Claude Goasguen. Cela n'a rien à voir !

Données clés

Auteur : [M. Meyer Habib](#)

Circonscription : Français établis hors de France (8^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4543

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 janvier 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 janvier 2017](#)